

L'AKP ET  
LE PAYSAGE POLITIQUE TURC

**L**E 3 NOVEMBRE 2002, avec 34,3 % des voix, l'AKP, « Parti de la justice et du développement », obtient la majorité absolue au Parlement turc, remportant 363 des 550 sièges de la Grande Assemblée nationale<sup>1</sup>. La nouvelle majorité parlementaire est à quelques sièges des deux tiers permettant de réviser la Constitution. Cette spectaculaire percée électorale, pour un parti nouveau venu sur la scène politique turque, car fondé l'année précédente, éclate en Europe comme un coup de tonnerre. Dirigé par l'ancien maire « islamiste » d'Istanbul Recep Tayyip Erdogan, ayant grandi dans un quartier pauvre de la métropole et ancien footballeur professionnel, l'AKP est mal connu. En France, les commentateurs pris de court utilisent pour la plupart le qualificatif d'« islamiste modéré », sans s'attarder sur le caractère en soi contradictoire de la définition. Embarras conceptuel qui révèle à la fois la méconnaissance largement répandue de la Turquie contemporaine, avec laquelle l'Europe est pourtant associée de façon de plus en plus étroite depuis les années 1960, et aussi le malaise plus profond lorsqu'il s'agit de saisir les réalités politiques diverses et mouvantes de l'islam contemporain.

Le débat sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, que lance alors avec fracas Valéry Giscard d'Estaing<sup>2</sup>, s'empare de ce résul-

---

1. La Grande Assemblée nationale turque (TBMM) est la Chambre unique du régime parlementaire instauré à Ankara depuis le début de la République.

2. Valéry Giscard d'Estaing récuse le caractère européen de la Turquie dans un article, publié le 9 novembre 2002 dans *Le Monde*, qui lance la polémique. Il s'ensuit un débat animé de plusieurs semaines, au cours duquel de nombreuses personnalités politiques s'expriment vigoureusement, présentant une très large gamme de points de vue. Comme toujours dans notre pays, lorsqu'un débat de ce genre est lancé, tout intellectuel estime qu'opiner est indispensable

tat électoral, qui devient un argument supplémentaire des adversaires de l'accession turque à l'Europe. Même s'ils protestent de leurs bonnes intentions, ces islamistes, nous dit-on, ont forcément un « agenda caché », un aller sans retour vers la dictature religieuse. La formule fait florès et caresse les inusables clichés sur la fourberie orientale. Heureusement, ajoutent les « experts », il y a les Forces armées turques, à la laïcité sourcilleuse, qui dominant et encadrent le jeu politique et dont il serait dès lors irresponsable de demander le retrait de la vie politique. Mais peut-on tenir pour conforme aux critères de Copenhague une « démocratie » ainsi surplombée par son armée ? Le piège se referme alors sur une Turquie forcément disqualifiée : gouvernée par des islamistes, ou dirigée par des militaires, elle ne saurait dans les deux cas être une véritable démocratie.

42 Les deux premières années du gouvernement AKP, dirigé d'abord par Abdullah Gül, puis par Recep Erdogan<sup>3</sup>, vont très largement renverser cette image négative, au point que l'on peut parler d'une sorte de lune de miel avec la presse internationale. Ce gouvernement exprime pleinement le « désir d'Europe » de son peuple. Poursuivant et amplifiant l'action des précédents, et notamment du gouvernement de coalition assez baroque dirigé par Bülent Ecevit, Erdogan fait adopter à marche forcée les réformes demandées par Bruxelles pour l'ouverture des négociations d'adhésion. Il accumule les « paquets » législatifs et donne l'image d'un pays totalement mobilisé pour sa modernisation. En même temps, il surmonte la difficile épreuve diplomatique que constitue pour la Turquie l'intervention militaire américano-britannique en Irak au printemps 2003 : à l'unisson des opinions publiques ouest-européennes, la population turque manifeste fortement son hostilité à la guerre préventive et le gouvernement sait refuser les alléchantes offres financières américaines, gagnant ainsi un nouveau brevet d'européanité. Même les sanglants attentats de novembre 2003 à Istanbul ne le font pas dévier. Les élections locales du 28 mars 2004, don-

---

à son statut, et dans les très nombreux papiers publiés, le mieux informé côtoie hélas le plus simpliste. Sur ce débat, et l'analyse des arguments et des positionnements des hommes politiques français, on peut voir notre note électronique *La France, la Turquie et l'Union européenne* en ligne sur <[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)>.

3. Inéligible en raison d'une condamnation antérieure, le leader de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan, doit attendre que les députés lèvent l'interdiction, avec l'appui de l'opposition parlementaire et l'accord du président de la République, Ahmet Necdet Sezer, pour se présenter à une législative partielle à Siirt le 9 mars 2003 et remplacer Abdullah Gül le 14 mars suivant à la tête du gouvernement.

nant plus de 41% des voix à l'AKP, confirment le fort degré de soutien dont ce parti et l'action du gouvernement bénéficient dans l'opinion turque. Erdogan est alors présenté comme le dirigeant d'une « démocratie musulmane », attachée à l'option européenne, comme le fut la démocratie chrétienne à construire l'Europe au sein des Six. Le résultat diplomatique suit : sur un rapport favorable de la Commission<sup>4</sup>, le Conseil européen donne le 17 décembre 2004 son feu vert, certes nuancé, mais globalement favorable au démarrage de négociations d'adhésion le 3 octobre 2005.

Changement radical d'atmosphère en 2005. La dynamique de réformes semble hésiter ; difficultés, tensions et maladroites se multiplient. On évoque, dans une presse internationale très versatile, une *turkish fatigue*. Dépression postcoïtale ? Le coureur de fond Erdogan n'était-il qu'un sprinter, s'effondrant dès la première haie franchie, le « oui » européen ? Les manifestations de réticence ou d'hostilité, qui se multiplient au plus haut niveau dans la classe politique européenne, ont leur part de responsabilité dans ce supposé changement. Les « non » européens nourrissent le souverainisme turc. La Turquie est devenue un enjeu politique permanent du débat européen et la (lointaine) perspective de son adhésion la place sous surveillance constante et peu bienveillante. Répression brutale d'une manifestation féministe, difficulté à s'emparer de la question arménienne, incidents d'inspiration nationaliste, tout sert aux adversaires européens de l'adhésion pour tenter d'inverser la démarche décidée : la presse sert d'instance d'appel des décisions européennes. Au temps de la guerre froide, la bonne conscience occidentale avait moins de scrupules avec les droits humains des Turcs, chair à canon en Corée et bastion avancé de l'OTAN.

43

Avec le recul que permet un premier bilan, très provisoire, de deux ans d'action gouvernementale, comment analyser l'AKP ? La fulgurante percée électorale de ce parti témoignerait-elle d'une irrésistible avancée de l'islamisme en Turquie ? Non. En réalité, ce parti nouveau venu s'inscrit dans un contexte national précis, celui de la faiblesse des formations politiques, et plus encore de l'instabilité du système des partis, mais aussi dans une tradition propre à l'islam de ce pays. Face à la tradition étatiste turque, l'émergence du Parti de la justice et du

---

4. Le 6 octobre 2004, la Commission rend public son rapport recommandant au Conseil européen du 17 décembre 2004 d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie. Le Conseil prévoit dans sa décision la possibilité de suspendre les négociations.

développement peut s'analyser essentiellement comme la plus récente tentative d'occuper le champ politique, sociologiquement majoritaire, d'une droite ou d'un centre droit, politiquement et économiquement libéral et socialement conservateur. Son objectif et l'enjeu principal de l'action gouvernementale commencée en 2002 sont de doter la Turquie d'un grand parti au centre droit, capable de gouverner durablement le pays. *Mutatis mutandis*, il n'est donc pas faux de parler de la perspective de bâtir un parti démocrate-musulman, comme les catholiques ont joué un rôle majeur dans la modernisation de certaines démocraties européennes.

### *Instabilité des partis, permanence des courants*

44

Si l'on compare la Turquie, régime parlementaire monocaméral classique avec un président de la République élu par les députés, aux démocraties représentatives européennes de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, qui ont inspiré ses fondateurs, la différence essentielle réside dans le système des partis. Apparition très progressive du multipartisme, instabilité croissante des formations politiques, désaveu systématique des coalitions sortantes, « tâtonnements » successifs du corps électoral, surtout depuis le coup d'État de 1980, marquent l'histoire du parlementarisme turc<sup>5</sup>. Tout semble se passer comme si les électeurs, toujours déçus de la médiocrité de l'offre politique, voulaient à chaque scrutin essayer une formation ou une combinaison nouvelle. L'alternance, de règle dans d'autres démocraties européennes, prend parfois en Turquie des formes surprenantes.

À l'inverse, le corps électoral turc, qui semble majoritairement conservateur sur la longue durée, est caractérisé par la permanence et la stabilité relative de courants politiques bien identifiés : – deux courants d'extrême droite nettement distincts, l'un religieux et l'autre nationaliste ; – un courant libéral dominant à droite et au centre droit ; – un courant kémaliste à l'érosion lente ; – et une petite extrême gauche dogmatique et éclatée. Apparaît enfin progressivement un courant kurde, loin cependant de faire le plein des voix de la population d'origine kurde.

---

5. La place manquant pour entrer dans les détails, on trouvera une description précise du système des partis depuis 1980 dans Jean-François Pérouse, *La Turquie en marche, les grandes mutations depuis 1980*, qui y consacre un chapitre appuyé par d'utiles schémas « généalogiques », La Martinière, 2004, p. 232-256.

Le multipartisme ne s'est définitivement imposé en Turquie qu'après la Seconde Guerre mondiale, sous la présidence du compagnon et successeur d'Atatürk, İsmet İnönü<sup>6</sup>, avec la fondation en janvier 1946 du Parti démocrate. Certes, Kemal Atatürk, pragmatique en ce domaine, ne l'excluait pas par principe, et la jeune République connut deux expériences avortées. Au tout début du régime républicain, dans l'Assemblée élue en 1923, Atatürk accepte l'existence d'un « deuxième groupe », libéral, modéré et composite, rassemblant opposants de Kemal, partisans de la monarchie constitutionnelle et religieux, qui devient en 1924 le Parti progressiste républicain, dirigé par Kazım Karabekir ; mais il est supprimé en juin 1925. Autre tentative sans lendemain (août-novembre 1930), avec la création par son vieux compagnon de route Fethi d'une opposition contrôlée au sein de la République laïque, le Parti républicain libre, très vite dissous en raison des réactions anti-kémalistes qu'il suscite dans l'opinion.

45

L'essentiel de l'action de rupture avec l'Empire ottoman, de fondation de la République turque et de modernisation autoritaire du pays s'est donc fait à travers l'instrument du parti unique. Fondé le 11 septembre 1923, le Parti du peuple, ensuite Parti républicain du peuple (CHP), dirige le pays jusqu'en 1950, et reste jusqu'à ce jour un acteur essentiel de la vie politique. C'est ce parti qui porte l'idée de rupture « révolutionnaire » avec le vieil Empire ottoman, et s'affirme progressiste, étatiste, laïque. Il accorde un rôle essentiel à l'État, qui est, selon la formule d'Ali Kazancıgil, la « figure centrale de la modernité turque<sup>7</sup> ». C'est un État fort, centralisé, d'inspiration jacobine, décidé à fondre dans une citoyenneté unique les nationalités constitutives de l'Empire ottoman, et à jouer un rôle essentiel dans la modernisation économique et sociale. Sa laïcité, incontestable, se traduit surtout par le contrôle bureaucratique des activités religieuses réduites à l'orthodoxie sunnite. Bâtissant un État moderne sur les décombres de l'ancien Empire multinational, et face aux coups de boutoir des vainqueurs de 1918, sa dimension nationaliste est essentielle. Dirigé par Atatürk, puis par son successeur İsmet İnönü, le Parti républicain du peuple est très

6. Proche compagnon d'Atatürk (décédé en 1938), général, héros de la guerre d'indépendance, négociateur du traité de Lausanne, il lui succède comme président de la République (1938-1950) et chef du CHP. Son fils Erdal İnönü, universitaire progressiste et respecté, s'engage en politique après le coup d'État de 1980, alors qu'Ecevit est interdit de politique, et contribue à la reconstruction du mouvement social-démocrate.

7. C'est notamment le titre de son étude dans Semih Vaner (dir.), *La Turquie*, Fayard, 2005.

lié à l'establishment militaire et administratif du pays, et longtemps à son intelligentsia moderniste. Un paradoxe propre à l'Anatolie veut que l'un de ses soutiens électoraux les plus fidèles et les plus constants soit la très importante minorité alévie. Parti fondateur de la République, parti de gouvernement par excellence, sa longue histoire est celle d'une lente et chaotique mutation, amorcée sous le leadership de Bülent Ecevit<sup>8</sup>, mais inaboutie aux yeux de beaucoup, vers la social-démocratie. L'implantation locale du CHP dans tout le pays et ses liens avec l'État empêchent l'implantation durable d'autres formations dans le champ politique du centre gauche et de la gauche, qui vit et parfois désespère au rythme des conflits et des crises qui secouent la direction du CHP. Scissions et tentatives externes de refondation échouent généralement, en dépit de la qualité des personnalités qui les 46  
entreprennent. Globalement, son érosion ne fait guère de doute. Si le CHP<sup>9</sup> est en 2002 le seul avec l'AKP à franchir la barre électorale, et constitue donc à lui seul l'opposition parlementaire<sup>10</sup>, il était absent de la précédente assemblée, élue en avril 1999: pour la première fois, le parti fondateur de la République ne siégeait alors plus au Parlement.

### *La quête permanente d'un centre droit libéral et réformateur*

Depuis l'instauration du multipartisme, la contestation électorale et parlementaire<sup>11</sup> du kémalisme est essentiellement venue de la droite libérale, plus ou moins teintée d'islam. Aux élections législatives de mai 1950, le Parti démocrate (DP), dirigé par Celâl Bayar, qui devient président de la République, et Adnan Menderes, qui sera Premier ministre, emporte la majorité absolue<sup>12</sup>. Cette victoire est souvent pré-

---

8. Bülent Ecevit sera l'un des vice-présidents marquants de l'Internationale socialiste, jusqu'à sa mise à l'écart de la vie politique en septembre 1980.

9. Avec le résultat le plus faible depuis 1960 pour la gauche turque, qu'il ne rassemble plus.

10. Depuis lors, en raison de défections au sein du groupe parlementaire de l'AKP, d'autres opposants sont présents. Cette « transhumance parlementaire » des députés, habituelle en Turquie, est l'un des fléaux du parlementarisme turc.

11. Sans même parler de la question kurde et du PKK, la Turquie a connu de façon récurrente une contestation extraparlémentaire parfois très sanglante, marquée par de nombreux assassinats, et menée par des factions d'extrême gauche violentes et plus encore par une extrême droite nationaliste protégée, voire instrumentalisée par des éléments de l'armée ou du pouvoir. La montée de cette instabilité est notamment à l'origine du coup d'État militaire de septembre 1980 contre le gouvernement Demirel.

12. Celâl Bayar, ancien ministre de l'Économie et Premier ministre d'Atatürk dans les années trente, premier président non issu de l'armée, échappera à la potence et mourra centenaire. Adnan Menderes, ancien député CHP, grand propriétaire terrien, n'échappa pas à la potence.

sentée comme celle de la société contre l'État et le parti qui lui est lié et qui a gouverné pendant vingt-sept ans. Cette situation inaugure un demi-siècle de tension entre l'appareil d'État issu du kémalisme et la mouvance démocrate. İsmet İnönü, président de la République sortant (1938-1950) devient chef de l'opposition. Le Parti démocrate confirme son succès en 1954, puis en 1957. Les tensions s'accroissent au cours de la seconde législature du DP, après 1955, aboutissant au coup d'État dit « des colonels » du 27 mai 1960 à la suite duquel Adnan Menderes et deux de ses principaux ministres sont pendus.

Succédant au Parti démocrate, dont il est l'héritier direct, le Parti de la justice (AP) que dirige l'ingénieur Suleyman Demirel s'inscrit dans la continuité conservatrice. S'il ne peut empêcher İnönü de revenir au gouvernement à la tête d'une coalition en 1961, il s'impose à droite<sup>13</sup> et emporte la majorité absolue aux législatives suivantes, en 1965, puis gagne encore celles de 1969<sup>14</sup>. Et c'est contre un gouvernement Demirel que les militaires font leur deuxième coup d'État le 11 mars 1971.

47

La décennie qui débute avec un pouvoir militaire est l'une des plus instables qu'ait connues le pays. Aux élections de 1973, les kémalistes doivent s'allier aux islamistes parlementaires pour faire pièce à Demirel<sup>15</sup>. Cela n'empêche pas ce dernier de revenir ensuite à la tête de plusieurs gouvernements, en s'alliant à son tour aux islamistes (MSP) ainsi qu'aux nationalistes (MHP<sup>16</sup>). Le désordre et la violence accélèrent l'instabilité gouvernementale, Ecevit et Demirel se succédant à la tête du gouvernement, mais c'est encore contre un gouvernement Demirel que l'armée fait le 12 septembre 1980 son troisième et dernier coup d'État *proprio sensu*.

Le retour au parlementarisme après 1980 est plus lent et complexe, mais n'infirme pas la démonstration, bien au contraire. Suleyman Demirel, désormais à la tête du Parti de la juste voie (DYP)<sup>17</sup>, et surtout son successeur Turgut Özal, qui dirige le Parti de la Mère-Patrie

13. Le CHP gagne 36,7% des voix et le AP 34,7% aux élections du 15 octobre 1961. Le 10 octobre 1965, le AP passe à 52,87% des voix tandis que le CHP tombe à 28,75%.

14. Avec 46,63% des voix contre 27,36% au CHP.

15. Bülent Ecevit, qui a succédé à İnönü à la tête du CHP en 1971, s'allie au Parti du salut national (MSP), fondé par Necmettin Erbakan, le 11 octobre 1972, succédant au Parti de l'ordre national fondé par lui en 1970.

16. Le Parti de l'action nationaliste (MHP) est fondé le 9 février 1969 par le colonel Alparslan Türkeş, succédant à un premier parti qu'il avait précédemment créé. Il est connu comme l'inspirateur des commandos appelés « Loups gris ».

17. Créé en 1983 à la place du Parti de la justice, interdit par les militaires.

(ANAP), vont jouer un rôle essentiel dans la modernisation libérale du pays. Turgut Özal est « sans conteste, après Mustafa Kemal Atatürk, le dirigeant politique dont l'action transforma le plus profondément et durablement la société turque<sup>18</sup> ». Son parti ayant gagné les élections du 6 novembre 1983, il devient Premier ministre, et le reste jusqu'à son élection, en novembre 1989, à la présidence de la République, mandat interrompu par sa disparition prématurée le 17 avril 1993<sup>19</sup>. Il incarne à son tour cette inlassable quête turque d'un centre droit libéral, girondin et modernisateur. Il a du sang kurde dans les veines, est musulman pratiquant et appartient à une famille religieuse, liée à l'influente confrérie Naqchbendiya. Il s'appuie sur d'importants réseaux économiques et entrepreneuriaux à travers tout le pays, et partage une vision très libérale du développement économique et social turc. Il n'est pas interdit de voir dans la victoire de l'AKP la plus récente manifestation de ce courant permanent dans la vie politique turque.

48

### *Faiblesses et divisions des partis*

Permanence des courants ne signifie pas pour autant vigueur ou stabilité des partis politiques. Leur cadre légal en a longtemps écarté les fonctionnaires, appauvrissant d'autant leur réservoir de compétences, et privilégiant les clientélismes locaux à loyauté variable. Surtout, la fréquente intervention répressive de l'État a freiné la possibilité d'une structuration durable de partis détachée de la personnalité du dirigeant, et au contraire favorisé la division de chaque courant. L'exemple le plus frappant en est donné par le retour progressif au multipartisme après le coup d'État de septembre 1980. Il se fait en accentuant l'éclatement politique de la représentation. Alors même que les partis sont autorisés à se reconstituer, l'interdiction politique va continuer de peser sur leurs anciens dirigeants. Cette pratique a des effets destructeurs, puisqu'elle favorise divisions et conflits de personnes. La conséquence en sera particulièrement désastreuse pour le courant kémaliste. Son leader historique, Bülent Ecevit, est maintenu à l'écart lorsque se reconstitue le CHP à partir de la fusion de petites formations autorisées ou ré-autorisées. Privé de chef incontesté, ce parti va connaître une guerre des chefs et une grande instabilité, malgré la qualité de diri-

---

18. Ali Kazancigil, *op. cit.*

19. Et c'est le vieil adversaire des militaires, « Baba » (papa) Demirel, qui lui succède au palais de Cankaya. Özal est remplacé à la tête de l'ANAP par Mesut Yilmaz, et Demirel à la tête du DYP par M<sup>me</sup> Tansu Ciller, la « dame de fer » turque.

geants tels qu'Erdal İnönü, fils de l'ancien président de la République, qui remplace Ecevit comme vice-président de l'Internationale socialiste, puis Hikmet Çetin, dirigeant kémaliste d'origine kurde et efficace chef de la diplomatie turque, ou Murad Karayalçın, maire apprécié d'Ankara.

Lorsque Ecevit est ensuite réintégré dans ses droits politiques, il doit créer son propre parti loin de la « vieille maison » : c'est le Parti de la gauche démocratique (DSP), fondé en 1985 par son épouse Rahsan, et dont il prend la tête en 1987. D'où la situation étrange d'un grand parti, le CHP, puissamment implanté localement, mais sans leader incontesté, en compétition avec son leader « naturel » à la tête d'une petite formation sans beaucoup de troupes. L'amertume est forte, le conflit ouvert. Cela ne joue pas peu dans l'évolution souverainiste qui va marquer la fin du parcours politique de Bülent Ecevit, celui-là même qui avait jadis entrepris de « social-démocratiser » le kémalisme, mais aussi dans la crispation, voire l'enfermement autoritaire de Deniz Baykal à la tête du CHP.

49

Il en va de même pour le courant libéral, qui va s'affaiblir durablement aux yeux des électeurs turcs, après la décennie Özal, par la compétition permanente entre Mesut Yılmaz et Tansu Ciller<sup>20</sup>. À cette concurrence va s'ajouter l'effet dévastateur de la corruption politique. C'est alors que le corps électoral, déçu par l'impuissance du centre droit comme du centre gauche, va porter ses voix sur des forces politiques plus radicales à droite. Comme s'il tenait à essayer tous les possibles, et toutes les coalitions.

### *Deux courants extrêmes à la droite de l'échiquier parlementaire*

Deux courants bien différents mais également pérennes existent à la droite de l'hémicycle. La faiblesse et l'instabilité des partis « centraux » du système, la crise de confiance dans les institutions, liée à la corruption, la gravité des crises économiques comme celles que connaît la Turquie en 1994 et 2001, leur donnent l'occasion de séduire un électorat plus large. Le premier est le courant nationaliste turc organisé autour de la personne du colonel Alparslan Türkeş et des divers avatars du Parti

---

20. Succédant à Demirel, elle dirige le gouvernement de coalition du 25 juin 1993 au 5 octobre 1995, puis de novembre 1995 à mars 1996, période marquée par de graves scandales et par la percée islamiste aux municipales du 27 mars 1994 (où ils emportent Istanbul et Ankara) et ensuite aux législatives du 24 décembre 1995. Yılmaz lui succède (mars-juin 1996).

d'action nationaliste (MHP) fondé en février 1969: culte du chef, nationalisme voire pantouranisme, organisation paramilitaire, commandos violents. Cette formation est « électoralement marginale, mais influente dans les appareils sécuritaires de l'État »<sup>21</sup>. Elle porte une importante part de responsabilité dans la montée de la violence politique à la fin de la décennie 1970, est dissoute lors du coup d'État de 1980, puis ré-autorisée en 1995. Elle va attirer de nombreux mécontents lors du scrutin législatif d'avril 1999, après la mise à l'écart d'Erbakan, avec le score très inhabituel de 17,68% des voix. Avec Bülent Ecevit, dont le DSP a gagné 22,19% des suffrages, le dirigeant nationaliste Devlet Bahçeli forme une étrange coalition entre partis qui s'étaient violemment affrontés dans les années soixante-dix. Elle va pourtant tenir plus de trois ans et faire vigoureusement avancer les réformes demandées par l'Union européenne, dans une assemblée, où pour la première fois le CHP, parti fondateur de la République, est absent, n'ayant pas réussi à franchir le seuil national de 10% des suffrages.

50

L'autre courant est celui de la droite religieuse, qui s'inscrit à la fois dans le grand mouvement d'affirmation politique de l'islam sunnite dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et dans une tradition ottomane puis turque bien particulière. L'organisation de l'Empire autour des communautés ethnico-religieuses, les *millet*, pour les non-musulmans, la diversité des écoles juridiques ou « rites » musulmans dans l'Empire, l'autonomisation progressive du droit, mais aussi le rôle religieux et politique important des grandes confréries musulmanes annoncent les spécificités de l'islam turc contemporain<sup>22</sup>, sans oublier la place importante et mal connue des Alévis<sup>23</sup>. La Turquie contemporaine, au fil de sa libéralisation, voit réapparaître l'influence des confréries sur la vie publique, y compris les confréries d'origine anatolienne, comme les Nurcu, mais aussi l'influence politique, négociée par la classe politique, de prédicateurs comme Fethullah Gülen. Elle voit surtout se développer une « Vision nationale » (*Milli Görüş*), la tentative d'une « synthèse turco-islamique » qui séduit une partie des responsables du coup d'État militaire de 1980. Il s'agit d'un courant minoritaire mais durable, assez différent des islamismes des autres pays de la région. Ce courant va trouver son expression politique dans la succession de partis

---

21. Ali Kazancigil, *op. cit.*

22. Qu'on ne fait que mentionner ici, car il fait l'objet dans ce numéro d'une étude de M<sup>me</sup> Nilüfer Göle.

23. Auxquels est consacré le livre d'Élise Massicard, *L'Autre Turquie*, PUF, 2005.

que va successivement fonder Necmettin Erbakan, chaque fois plus ou moins rapidement interdits par la justice. Au premier Parti de l'ordre national fondé en 1970 succède en 1972 le Parti du salut national (MSP, Milli Selamet), interdit en 1980, puis le Parti de la prospérité (RP, Refah), fondé en 1984 et interdit le 16 janvier 1998 après la démission forcée d'Erbakan. Recréé comme Parti de la vertu (FP, Fazilet), il devient en 2001 le Parti de la félicité (SP, Saadet). Le MSP participe à des coalitions gouvernementales, comme celle qui sous la direction d'Ecevit intervient à Chypre à l'été 1974, après le coup d'État de Nikos Sampson contre l'ethnarque Makarios, fomenté à Athènes par des colonels aux abois. Le Refah s'impose comme deuxième force politique du pays, avec 19% des voix aux municipales de mars 1994, où il gagne Ankara et Istanbul, avant de devenir en décembre 1995, avec 21% des voix, la première force électorale du pays. Dans ce résultat, il faut compter la part, minoritaire, des électeurs convaincus et la masse plus importante des électeurs insatisfaits de la classe politique, que le Refah capte à son tour<sup>24</sup>. Malgré deux tentatives successives de coalition pour l'éviter, Erbakan devient finalement Premier ministre, en coalition avec M<sup>me</sup> Tansu Ciller, en juin 1996. C'est alors qu'a lieu le vrai choc historique: un islamiste à la tête de la République d'Atatürk. L'armée le place sous surveillance politique de plus en plus étroite, avant d'exiger sa démission en février 1997, par une décision du Conseil national de sécurité (MGK) décrite comme un « coup d'État postmoderne ». De pression en ultimatum, Erbakan démissionne finalement le 16 juin 1997. Tandis qu'il s'acharne à reconstituer son parti, un certain nombre de dirigeants de la jeune génération et de l'aile modérée ou « moderniste » font sécession en 2001, fondant sous la direction du populaire ancien maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, et d'Abdullah Gül<sup>25</sup>, une nouvelle formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), qui en un an s'impose comme la première force électorale du pays. Aux élections de 2002, le courant islamiste *stricto sensu*, dirigé par le vieux D<sup>r</sup> Erbakan, est réduit, avec 2,5% des voix, à la base étroite de ses fidèles.

51

24. Ils viendront au scrutin suivant gonfler les résultats du parti nationaliste MHP, ou de la gauche souverainiste d'Ecevit.

25. Abdullah Gül est issu d'une famille religieuse d'industriels de Kayseri, en Anatolie centrale.

### *L'AKP, bref portrait politique*

La victoire de l'AKP n'est, bien entendu, pas la simple reproduction des épisodes passés. Ce parti a ses propres traits organisationnels, idéologiques, électoraux.

52 À peine créé, le parti fédère, sous la personnalité autoritaire mais pragmatique d'Erdogan, des personnalités différentes et des courants disparates. Des personnalités fortes y coexistent, comme le n° 2 moderniste, Abdullah Gül, Premier ministre intérimaire, ou Bülent Arınç, président du Parlement. À la surprise générale, la charge emblématique de négociateur avec l'Union européenne n'a pas été confiée à Gül, ministre des Affaires étrangères, choix logique et attendu, mais au jeune ministre de l'Économie Ali Babacan (mai 2005). Quelques-uns de ses cadres l'ont déjà quitté, pour rejoindre d'autres groupes parlementaires, le cas le plus spectaculaire étant celui d'Erkan Mumcu, ministre de la Culture et du Tourisme<sup>26</sup>. À moyen terme, se posera pour l'AKP le problème du leadership, si, comme certains lui en prêtent l'intention, Erdogan espère se faire élire président de la République par cette assemblée en 2007<sup>27</sup>, après avoir éventuellement renforcé les pouvoirs constitutionnels de la présidence.

Idéologiquement, il n'est pas facile de qualifier l'AKP. Une étude européenne parle de « calvinisme islamique ». « Parti islamiste, parti d'islamistes, parti de l'islam politique, islam modéré, néo-islamisme, démocratie musulmane... il est vu en Turquie comme un parti d'origine islamique... et se définit officiellement comme démocrate conservateur<sup>28</sup> ». Il tient ainsi compte de la loi sur la laïcité, ne se réclame formellement d'aucun prédécesseur, mais prône une laïcité non coercitive. Le courant proprement religieux est minoritaire dans le parti, qui adopte un profil bas sur les revendications symboliques de l'islam. L'accord le plus large se fait sur une prise de distance à l'égard de l'État<sup>29</sup>, et à l'égard de l'idéologie nationaliste et sécuritaire, au point que l'on a pu parler de « coup d'État civil »<sup>30</sup>. C'est pourquoi les percées

---

26. Il rejoint le 16 février 2005 avec deux autres députés le groupe parlementaire ANAP.

27. Dès à présent, l'hypothèse d'une première dame portant foulard agite la Turquie. Voir Nedim Gürsel dans *Libération*, 22 janvier 2005.

28. Thierry Zarcone, *La Turquie moderne et l'Islam*, Flammarion, 2004, p. 255.

29. Voir Ahmet Insel, « The AKP and the normalization of democracy in Turkey », *South Atlantic Quarterly*, printemps-été 2003.

30. Titre d'un article de Marie Jégo dans *Politique internationale*, n° 98, hiver 2002-2003, p. 109-120.

politiques immédiates, rencontrant les demandes européennes, se sont faites sur nombre de réformes démocratiques, ainsi que sur Chypre, et par une certaine détente sur la question kurde. « Turcs ou kurdes, tous musulmans » est d'ailleurs une constante de l'islam politique en Turquie. Il faut souligner que le pays connaît en novembre 2003 de graves attentats, sans céder, comme d'autres, à la tentation de la répression massive et des procédures d'exception. L'idéologie fédératrice de l'AKP réunit le libéralisme politique et économique (la modernisation par les privatisations) au conservatisme social, comme le démontre le discours très insistant sur la famille, la maternité et la femme au foyer. Dans le paysage politique ouest-européen, quelque chose qui ressemblerait *mutatis mutandis* à la CSU bavaroise.

Électoralement, le succès de l'AKP s'inscrit dans la continuité du vote-sanction et du courant conservateur. Déconsidérée par la corruption, « la droite centriste s'est usée au fil des années quatre-vingt-dix à travers la participation à des coalitions boiteuses<sup>31</sup> ». L'électorat s'est émietté au fil des scrutins. Il s'est dépolitisé. Avec l'AKP, les observateurs soulignent l'émergence et l'affirmation d'une nouvelle classe moyenne, provinciale, industrielle, très différente du point de vue socio-culturel des élites d'État traditionnelles et des grands groupes constitués sous son égide. Un islam plus socio-culturel que militant, et très éloigné de l'aventurisme. Ses adversaires jacobins voient dans ce nouvel avatar du centre droit une « contre-révolution anatolienne ».

53

L'avenir politique de l'AKP est loin d'être tranché. Recep Erdogan sera-t-il, après Turgut Özal, le second grand réformateur post-kémaliste de la Turquie ? Son parti, hégémonique par défaut, face à une gauche étatiste en crise très profonde, contrôle-t-il durablement son électorat ? L'euro-compatibilité de l'AKP lui a permis de chevaucher l'espoir très largement placé par le peuple turc dans l'Union européenne, substitut d'une classe politique discréditée. La crise profonde de l'Union pourrait le déstabiliser.

---

31. Jean-François Pérouse, *op. cit.*, p. 243.

R É S U M É

---

*La victoire électorale du Parti de la justice et du développement (AKP) a surpris les Européens, qui éprouvent quelque difficulté à définir ce parti, improprement présenté comme celui des « islamistes modérés ». S'inscrivant dans la longue et complexe histoire du multipartisme et du système des partis en Turquie, l'AKP se situe pour l'essentiel dans la continuité des efforts entrepris depuis les années 1950 pour faire vivre un centre droit libéral et réformateur opposé à la tradition étatique et « éclairée » issue du kémalisme. Les succès initiaux du gouvernement Erdogan sur la voie de la préparation du pays à la négociation sur l'adhésion à l'Union européenne accèdent l'idée de « démocrates musulmans », même si la dynamique politique semble hésiter après la décision européenne de décembre 2004.*

54

B I B L I O G R A P H I E S O M M A I R E

---

- Didier Billion (dir.), *La Turquie vers un rendez-vous décisif avec l'Union européenne*, IRIS/PUF, 2004.
- Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie contemporaine*, La Découverte, 2004, une très vigoureuse déconstruction du mythe kémaliste.
- Ali Kazancigil (dir.), *La Turquie au tournant du siècle*, L'Harmattan, 2004, un ensemble d'études de bon niveau présentées lors d'un colloque de l'association France-Turquie.
- Élise Massicard, *L'Autre Turquie*, PUF, 2005, consacré au rôle politique et culturel de l'importante et méconnue communauté alévie.
- Jean-François Pérouse, *La Turquie en marche, les grandes mutations depuis 1980*, La Martinière, 2004.
- Jean-Pierre Touzanne, *L'Islamisme turc*, L'Harmattan, 2001, avec de nombreuses cartes électorales.
- Semih Vaner (dir.), *La Turquie*, Fayard, 2005, monographie collective et panorama d'ensemble, d'ambition exhaustive.
- Thierry Zarcone, *La Turquie moderne et l'Islam*, Flammarion, 2004.

Dossiers publiés par des revues, notamment *Confluences Méditerranée*, dossier coordonné par Robert Bistolfi, n° 52, hiver 2004-2005, L'Harmattan et *Questions internationales*, n°12, mars-avril 2005, La Documentation française.